

Anne
HIDALGO

*Le lieu
des possibles*

Le Lieu des possibles

De la même auteure

Respirer, Éditions de l'Observatoire, 2018.

Mon combat pour Paris. Quand la ville ose..., Flammarion, 2014.

Travail au bord de la crise de nerfs, avec Jean-Bernard Senon,
Flammarion, 2010.

Une femme dans l'arène, Édition du Rocher, 2006.

Anne Hidalgo

En collaboration avec Antoine Leiris

Le Lieu des possibles

L'Éditions de
Observatoire

ISBN : 979-10-329-0671-2
Dépôt légal : 2019, septembre
© Éditions de l'Observatoire/Humensis 2019
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

« Pour ce qui est de l'avenir,
il ne s'agit pas de le prévoir,
mais de le rendre possible. »

Antoine de Saint-Exupéry

Réinventer

Paris et San Francisco sont deux villes sœurs. Elles sont toutes les deux des pôles d'attraction qui amènent le monde entier à elles. Elles fascinent par leur beauté. Elles passionnent par leur histoire. Elles aimantent par leur qualité de vie. Paris et San Francisco sont deux villes qui ont su se réinventer et gagner leur place dans le xxi^{e} siècle. Je ne parle pas de classements internationaux ou d'autres chiffrages plus ou moins objectifs. Je parle de ce sentiment que, dans ces deux villes, comme à Londres, à Berlin, à Séoul, à Abidjan ou à Montréal, villes ouvertes au monde, on vit des choses qu'on ne peut vivre nulle part ailleurs.

L'âme d'une ville est d'être ce point de rencontre du monde. Ce lieu où tout est possible. L'âme d'une ville ce sont ses racines historiques qui fondent son identité, ce sont ses quartiers qui modèlent sa géographie, ce sont ces modes de vie qui la bousculent et ces usages qui la réinventent à chaque nouvelle génération. Car l'âme d'une ville n'est pas figée, elle est vivante, elle s'imprègne de son temps, elle bat au rythme de son époque, elle est à la fois un « chez soi » et un « avec les autres », elle se vit

Le Lieu des possibles

individuellement et elle s'invente collectivement, elle se nourrit de la différence et elle s'enrichit des différences. L'âme d'une ville ce sont celles et ceux qui y habitent.

Lorsque j'ai été élue Maire en 2014, le risque était que Paris devienne une ville musée, comme Venise ou Rome. Une ville qu'on regarde et qu'on ne touche pas, dont on admire la beauté mais qu'on ne vit pas, une ville pour les autres, pour le monde, pour les touristes, pour les gagnants, pour ceux qui vont vite. Mais dans les rues de Paris, dans le métro, sur un Vélib', on croise l'humanité tout entière, des personnes âgées, des familles, des poussettes, des jeunes, des moins jeunes, des gens à très hauts revenus et d'autres plus modestes, à Paris on croise des baskets et des talons hauts, des jeans et des costumes cintrés, à Paris on croise toutes les couleurs de peau, on passe devant des églises, des mosquées, des temples et des synagogues, à Paris on mange coréen, iranien ou sénégalais, à Paris on boit un verre de vin en terrasse et on écoute tourner le monde.

Aujourd'hui le danger est celui d'une ville monde, isolée des autres, imperméable, une sorte d'archipel pour les gagnants de la mondialisation. Pour lutter contre ce phénomène, il faut l'alliance de la nouvelle économie, des citoyens et des villes pour un pacte démocratique nouveau, où la protection, le fait de prendre soin de nos fragilités devient une valeur centrale et donc le moteur du développement des villes. J'ai vu à San Francisco à la fois le désastre de l'ultralibéralisme et l'espoir que porte

Réinventer

l'action commune, où chacun n'est plus responsable seulement pour lui-même, mais pour l'ensemble.

En tant que présidente du C40, qui réunit les plus grandes métropoles du monde engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique, dont San Francisco est un acteur majeur, j'étais invitée à prendre la parole sur le rôle des villes dans ce combat. Après avoir dit la responsabilité des cités dans la préservation de la santé de leurs citoyens et redit la force des métropoles dans le combat contre le lobby des pollueurs, j'ai pu prendre le temps de découvrir la ville. De Palo Alto à San Francisco, au centre de la Silicon Valley, sont installés les sièges des sociétés qui ont changé notre rapport au monde : Facebook, Google, Apple, Tesla, Airbnb, jusqu'au cœur de la ville, le quartier de Tenderloin, qui héberge le siège de Twitter.

C'est à cet endroit que la fracture est la plus nette. Car cette ville qui fait rêver le monde entier, par ses opportunités, son climat, son mode de vie, son architecture, son histoire, ses valeurs de tolérance est une ville dont les fractures sont visibles. Entre ceux qui ont trop et ceux qui n'ont rien, ceux qui auront toujours plus et ceux qui auront toujours moins, le dialogue est rompu. On ne vit plus ensemble, on ne vit même plus avec, on vit à côté. Coexistent à San Francisco, la cité de saint François, le moine mendiant, qui abrite aujourd'hui plus de 74 milliardaires et 7 500 personnes à la rue, deux villes pratiquement irréconciliables. Les plus pauvres construisent

Le Lieu des possibles

leurs baraques de fortune le long des avenues, sous les ponts, dans les ruelles. Ils sont là mais ils n'existent pas, ils sont plus de 7 500 pour une ville de 900 000 habitants, pourtant on ne les voit plus. Ces gens-là sont comme des fantômes qui hantent les rues de la ville. Là où la frontière est le plus concrètement matérialisée, c'est justement dans le quartier de Tenderloin, au pied du siège de Twitter.

La société, qui pèse une vingtaine de milliards de dollars, a implanté son siège social au cœur du quartier le plus pauvre de la ville. Évidemment cette arrivée, suivie d'autres, a fait grimper le prix des logements jusqu'à ce qu'il devienne quasiment impossible pour les habitants du quartier d'y rester. On voit dans le quartier hispanique de Mission des fresques qui dénoncent cette situation d'une ville qui n'abritera bientôt plus que les travailleurs de la Tech à très hauts revenus. Les autres sont déjà et seront encore repoussés de plus en plus loin du centre de la ville. Devant la « *soup kitchen* » des Sœurs Marie Bénédicte et Marie des Anges, sur Turk Street, s'allonge une file ininterrompue de personnes sans-abris, des hommes seuls, des femmes, des familles entières parfois qui ne trouvent comme soutien que la charité de la soupe populaire à quelques mètres des milliards brassés par les géants de la Tech.

Je refuse que Paris devienne cette ville-là. Cette ville fracturée, cette ville où les gens se croiseraient comme des étrangers. J'ai agi, depuis 2001 en tant que première

Réinventer

adjointe auprès de Bertrand Delanoë, et depuis 2014 en tant que Maire de Paris, pour prendre soin de ce qu'est Paris. En transformant la ville d'abord, avec la construction de 100 000 logements sociaux qui permettent à autant de familles de rester vivre en ville et de faire vivre la ville. En luttant pour faire respirer Paris qui sans une volonté et une résistance radicale des Parisiens à travers le mandat qu'ils m'ont donné deviendrait une ville simplement invivable. En protégeant ce que nous avons en commun, cet espace que nous partageons, en prenant soin de sa beauté, en permettant à chacun d'y évoluer librement et en sécurité, en n'oubliant pas les plus vulnérables. En cultivant la ville pour demain, en préservant son patrimoine historique et naturel, en soutenant la pratique du sport et les lieux de savoir, en innovant pour son attractivité.

C'est la beauté et c'est la richesse de notre ville. Mais cet équilibre est fragile. Il est fragile parce qu'il réclame une conviction inébranlable, une implication de tous les citoyens et l'expérience de la gestion d'une collectivité. Il est fragile parce qu'il impose une indépendance vis-à-vis des pouvoirs en place, que ce soit ceux de l'argent ou de la politique : depuis la commune jusqu'à l'élection de Jacques Chirac, c'est l'Histoire de Paris et c'est l'identité des Parisiennes et des Parisiens. Il est fragile parce qu'il demande d'écouter tous les Parisiens, de les connaître, quels que soient leur culture, leur niveau de revenu, leur arrondissement, leur quartier, leur rue, leur pas de porte,

Le Lieu des possibles

il faut les entendre dire, il faut se laisser inspirer par eux, mais surtout, il faut leur donner les moyens de faire.

À San Francisco, les habitants se sont mobilisés. À leur tête : Marc Benioff, le patron milliardaire de Salesforce qui a proposé que soit appliquée une taxe de 0,5 % sur les revenus des plus grandes entreprises de la ville, afin de lever entre 250 et 300 millions de dollars pour venir en aide aux sans-abris. À près de 60 %, la population a approuvé cette proposition. Mais au-delà de cette réaction citoyenne à une situation devenue insupportable, ce qui est frappant, c'est d'abord l'argumentaire sur lequel se fondait la proposition.

Le principe qui prévalait pour les promoteurs de la proposition, c'était celui du pollueur-payeur. L'idée était qu'en s'installant dans des quartiers populaires, des entreprises comme Twitter allaient modifier l'environnement urbain. Finalement, le prix des loyers a grimpé et ceux qui y habitaient ont été chassés. Cette extension, à la fois de la notion de préservation de l'environnement d'une ville, qui ne s'arrête plus simplement à la pollution mais inclut désormais les dimensions sociales et économiques, et de la notion de responsabilité des entreprises, qui ne se limite plus seulement à leurs salariés mais aussi au territoire sur lequel elles s'implantent, est peut-être le début d'une petite révolution. Un pas vers la redéfinition de la notion de progrès.

Les promoteurs de la proposition C ne disent pas autre chose : l'arrivée d'une entreprise aussi prestigieuse que

Twitter dans un quartier populaire comme Tenderloin n'est pas un progrès en soi pour la ville et tous ses habitants, cela ne le deviendra que si cette entreprise prend en compte son impact environnemental, qu'il soit écologique, social ou architectural. Affirmer cela, c'est changer le sens de l'histoire. C'est dire que le progrès ce n'est pas « plus pour quelques-uns », mais « mieux pour tous ». Je ne renoncerai jamais aux idées. Je crois que tracer une frontière entre croissance et décroissance, dissocier clairement les dimensions économiques et écologiques, penser séparément les problèmes de fin du monde et de fin de mois est une erreur fondamentale.

Tout projet politique porte en son cœur l'exigence de progrès. L'enjeu c'est : qu'est-ce que cela veut dire aujourd'hui, le progrès ? Le progrès ne peut plus être simplement une accumulation infinie de richesses et de technologies comme fin en soi : il doit porter en lui l'objectif de bien-être pour tous, et bien sûr pour les plus fragiles, il doit devenir un bien commun, une ambition partagée. C'est une exigence pour combattre les idéologies de la peur, du déclin, le défaitisme. C'est un devoir pour lutter dans un seul et même mouvement contre le réchauffement climatique et les inégalités sociales.

Non seulement on ne réduira pas la crise sociale sans régler la crise écologique, mais, au-delà, ces deux crises se nourrissent l'une l'autre. On ne peut pas se sentir appartenir à un projet commun si on est mis à l'écart, si on est laissé de côté, si on nous désigne comme un coût

Le Lieu des possibles

et non une richesse. À l'inverse, les conséquences du réchauffement climatique mènent évidemment à plus d'inégalités sociales, parce que le dérèglement touche d'abord et plus durement ceux qui ont le moins.

En revanche, si le progrès n'est plus l'accumulation de ressources, alors nous pouvons accepter de partager ces ressources avec d'autres. Si le progrès n'est plus la croissance économique à tout prix, alors nous pouvons refuser que cette croissance se fasse au détriment des autres. Si le progrès n'est plus l'exploitation infinie des ressources de notre planète qui, elles, sont finies, alors nous pouvons décider de préserver notre environnement.

Je crois que pour comprendre ce que pourrait être le progrès s'il n'était plus uniquement cela, il faut écouter nos concitoyens. Quelque chose émerge. Il faut l'entendre. La société civile a souvent un temps d'avance. Elle nous dit que l'homme ne peut s'envisager en dehors de son environnement, qu'il n'est pas au sommet de la pyramide ou au centre de tout mais qu'il fait simplement partie du vivant. Parce qu'il fait partie du vivant, il doit changer radicalement de vision et comprendre que le progrès n'en est pas un s'il ne profite pas à tous.

C'est en cela que l'ultralibéralisme est une impasse parce qu'il prend en compte l'individu mais fait totalement abstraction de son environnement, alors que l'un ne peut survivre sans l'autre, que l'avenir de l'un passe par la préservation de l'autre, que le bonheur de l'un passe par la redécouverte de l'autre. Il faut établir un

Réinventer

nouveau contrat entre l'homme et son environnement, que ce soit la nature qui l'entoure et le nourrit ou la ville dans laquelle il habite. L'activité humaine ne peut plus être ce prédateur qui prend sans cesse sans jamais rien redonner. L'enjeu est celui de nos droits les plus fondamentaux.

Comment exercer sa liberté lorsque l'augmentation des températures et l'appauvrissement des sols vous chassent de la terre que vous cultivez ? Comment prétendre à l'égalité lorsque ce sont les plus fragiles qui sont le plus durement touchés par des événements climatiques de plus en plus violents et de plus en plus fréquents ? Comment croire encore à la dignité lorsque ceux qui cherchent un refuge face au monde que nous avons créé sont laissés à la porte de notre humanité ? Je crois que nous avons la même responsabilité que le Conseil national de la Résistance en son temps. Celle de nous réinventer et de poser les bases d'une société qui permette à chacun de trouver sa place. Ce qui se joue aujourd'hui peut nous faire entrer dans un nouvel âge et déterminer notre destin collectif pour plusieurs siècles.

London Breed, la maire de San Francisco, est une élue démocrate. Elle fait partie de cette nouvelle génération d'élus américains, elle est jeune, afro-américaine et elle a fait campagne en 2018 sur la situation des sans-abris, avec comme promesse la construction de logements abordables pour s'attaquer à ce qui est, comme à Paris, le problème principal des habitants de celle qu'on sur-

nomme « The Paris of the West ». Pourtant, cette femme dont l'engagement pour les plus vulnérables ne peut être remis en question ne soutenait pas la proposition de taxe de 0,5 % des entreprises technologiques. Son argument était que les services de sa ville n'étaient pas prêts à un tel afflux d'argent, qu'ils n'avaient pas les compétences nécessaires pour organiser efficacement l'aide aux plus démunis, qu'ils n'avaient pas l'expérience pour régir toutes les dimensions médicales et sociales de l'accompagnement des personnes à la rue. Bref, que les politiques publiques qui permettent d'agir n'étaient pas organisées.

À Paris, nous avons l'expérience de cette démocratie qui vient des citoyens, où les pouvoirs publics sont soit le moteur soit la courroie de transmission, et qui revient ensuite directement aux citoyens. L'exemple le plus emblématique est peut-être la Nuit de la solidarité qui permet à des Parisiens de se mobiliser un soir dans l'année, afin d'aller à la rencontre des personnes à la rue, pour mieux comprendre leurs besoins et nous permettre d'y apporter des réponses appropriées. C'est après la première Nuit de la solidarité, inspirée de l'initiative de New York, lorsque Michael Bloomberg était maire, que la réalité du quotidien des femmes à la rue est apparue sous son jour le plus cru, c'est à la suite de ce combat que nous avons pu concevoir différentes réponses pour leur rendre la vie moins dure.

Je crois à la démocratie participative, citoyenne. À Paris nous avons développé de nombreuses initiatives qui per-

mettent aux Parisiennes et aux Parisiens de s'exprimer et de s'impliquer dans la vie de leur ville. Notamment grâce à l'action des « volontaires », qu'ils s'engagent pour le débat démocratique, pour la solidarité ou pour le climat, ils sont ce que j'appelle nos anticorps aux maladies de la démocratie. Mais il ne faut pas que cette démocratie qui remet le citoyen à sa juste place serve les intérêts de politiques qui voudraient s'exonérer de leur responsabilité, d'où l'importance aussi de la démocratie représentative ou électorale.

On oublie parfois le sens même du mot mandat. Lorsqu'on mandate quelqu'un, on lui donne la mission de faire en son nom. En tant que maire, mandatée par les Parisiennes et les Parisiens, j'agis en leur nom. Le mandat est une responsabilité pour un élu, il n'est pas une récompense ni un titre. En tant que maire de Paris, je le vis tous les jours, je dois traiter avec la même implication et la même efficacité les trous dans la chaussée et la rénovation du théâtre du Châtelet, la question du goûter à l'école et la pollution de l'air, la question des chantiers de voirie comme la gratuité des transports pour les enfants, les personnes âgées et celles en situation de handicap.

Ces sujets du quotidien auxquels nous faisons face ne peuvent pas tous être réglés par la participation des citoyens. Cela signifie qu'il faut redonner du sens à ce mot de mandat. Si on mandate quelqu'un pour agir en son nom, c'est parce qu'on a confiance en cette personne. Cette confiance ne peut s'exprimer simplement une fois

Le Lieu des possibles

tous les cinq ans pour un président ou tous les six ans pour un maire. Je crois qu'il est essentiel, parce que la confiance naît de la vérité, d'être totalement transparent dans l'exercice de la décision publique. Une démocratie participative, ce sont des citoyens qui affirment ce qu'ils veulent pour eux-mêmes, qui font ce qu'ils ont choisi pour tous, et qui veillent à ce qui est fait pour chacun.

Cette confiance doit aussi se construire avec le temps. Elle est le résultat des combats menés et se renforcera dans les combats à venir, elle est le fruit de la fidélité à ses idées et se nourrira d'une vision de l'avenir, elle est un lien personnel, presque intime, qui unit un maire et ceux pour qui il s'engage, tous les jours, sans jamais rien céder à la comédie du pouvoir.

Je suis revenue de San Francisco renforcée dans l'idée qu'une ville qui ne laisse pas une place à chacun, et notamment aux plus fragiles, est une ville qui se renferme sur elle-même et se destine à mourir étouffée par l'entre-soi. Paris pourrait être cette ville-là. Paris pourrait devenir cette ville-là. Je ne l'ai pas accepté et je ne l'accepterai jamais. L'exemple de San Francisco doit nous servir. Nous devons nous inspirer de ses réussites et nous prémunir face à certaines dérives. Pour réussir la transformation de notre ville, il nous faut l'engagement des citoyens qui doivent pouvoir décrire la ville qu'ils veulent, mais aussi faire la ville qu'ils souhaitent, il nous faut un environnement économique attractif, responsable et solidaire, et il nous faut conduire l'action